

ÉDITORIAL

Vol. 5, N. 12, année 2018

La *Revista Culturas Jurídicas* (RCJ) atteint sa 5^{ème} année, avec la publication de son 12e numéro, concernant la période septembre-décembre 2018. Le thème de cette édition est intitulée "**Processus Constituants et Destituants en Amérique Latine: les balances critiques aux 30 ans de la Constitution fédérale de 1988**". L'objectif principal est précisément d'évaluer critiquement la façon dont le constitutionnalisme latino-américain et brésilien s'est développé dans les ces dernières années, dans le cadre des 30 ans de promulgation de la Constitution brésilienne de 1988.

Cette édition commence avec trois articles en format bilingue Espagnol/Portugais, déjà disponibles sous la forme de '*Ahead of Print*'. Notre premier article a été écrit par le professeur Esteban de Gori, de l'*Universidad de Buenos Aires* (UBA) et de l'*Universidad Nacional de San Martín* (UNSAM), Argentine. Intitulé "**Assemblée de l'Année XIII: Les Imaginaires Politiques en Conflit dans l'Intention de Construire une Puissance Commun**", l'article se propose d'analyser les conceptions politiques et les imaginaires autour de l'organisation d'un pouvoir commun qui est présenté dans les controverses et les débats développés au sein de l'Assemblée de l'An XIII, qui avait été pensé par l'élite du Rio de la Plata pour consolider le processus révolutionnaire. Le texte original en espagnol a été traduit en portugais par le professeur Lucas Machado Fagundes et par l'étudiante et chercheuse Emanuela Gava Caciatori, tous les deux membres du Groupe de Recherche *Pensamento Jurídico Crítico Latino-americano* (Pensée Juridique Critique Latino-américaine) du *Programa de Pós-graduação em Direito da Universidade do Extremo Sul Catarinense (UNESC)*.

Le deuxième article a été rédigé par Carlos Rivera-Lugo, professeur à la retraite et doyen fondateur de la *Facultad de Derecho Eugenio María de Hostos*, Porto Rico, et du Programme de Master de l'*Universidad Autónoma de San Luis Potosí*, Mexique. Le célèbre professeur portoricain aborde le thème "**Au-delà du Constituant et du Constitutionnel: Pour une Théorie Matérialiste du Processus Social Constitutive**", dans un article qui critique les formes fétichisées de compréhension de la réalité juridique, en recherchant une analyse du constitutionnalisme au-delà de la

notion logique-formelle, en prenant pour base la *Teoria Crítica do Direito* (Théorie Critique du Droit), et en proposant de comprendre que la Constitution serait matériellement composée de faits constitutifs avec force normative, en offrant ainsi de nouveaux regards sur les pouvoirs Constituant et Constitutionnel, et en avançant vers la proposition d'une théorie matérialiste du processus social constitutif. Le texte analyse la conjoncture actuelle du nouveau constitutionnalisme latino-américain selon les présuppositions de la théorie critique et, enfin, travaille le concept de constitutionnalisme sociétal, afin d'offrir une compréhension et une analyse critique du concept de Constitution et de ses différences par rapport à la réalité du monde contemporain. La traduction a été réalisée par la professeur Marina de Almeida Rosa (Professeur de l'*UniRitter* et étudiant de maîtrise en Droit de l'*Universidade do Vale do Rio dos Sinos - UNISINOS*), et révisé par notre rédacteur en chef, le professeur Enzo Bello (*PPGDC-UFF*).

Notre troisième contribution est signé par le professeur Rubén MartínezDalmau, de l'*Universidad de Valencia*, Espagne, et arrive sous la forme d'une question intrigante: **"Les Constitutions du Nouveau Constitutionnalisme Latino-américain ont-elles Fonctionné?"**. En partant du principe que ce mouvement prétendait améliorer la situation sociale, démocratiser la politique et transformer l'État, l'auteur se propose alors d'analyser de manière critique ses effets quelques décennies après l'entrée en vigueur du nouveau modèle, en se posant quatre questions: les Constitutions ont-elles servi à améliorer les conditions de bien-être des citoyens? Il a été possible de limiter le pouvoir des Pouvoirs Constitués? L'inégalité et la pauvreté ont diminué? La situation des droits civils a amélioré? En se basant sur la capacité des Constitutions étudiées à répondre affirmativement aux questions posées, l'auteur différencie le "constitutionnalisme populaire" du "constitutionnalisme populiste".

La quatrième étude qui a contribué à ce numéro est une collaboration entre le Professeur Matheus Felipe de Castro – collaborateur du *Programa de Pós-Graduação da Universidade Federal de Santa Catarina (UFSC)* et professeur titulaire du *Programa de Pós-Graduação da Universidade do Oeste de Santa Catarina (UNOESC)* – et le professeur Frederico Ribeiro de Freitas Mendes – professeur de l'*Universidade do Extremo Sul Catarinense (UNESC)* et étudiant en maîtrise au *PPGD/UFSC*. L'étude, intitulée **"Deux poids, deux mesures: le Supremo Tribunal Federal activiste et la restriction de la compétence par prérogative de fonction du Législatif: une étude basée sur la QO de l'AP 937 du STF "** analyse la

nouvelle interprétation signée par la Cour Suprême dans la *Questão de Ordem* de l'Action Pénale n ° 937 (QO dans l'AP 937). En partant de la description du contexte procédural du litige, l'article fait une brève incursion historique par rapport à la compétence juridictionnelle par prérogative de fonction au Brésil pour, ensuite, aborder les arguments utilisés par la Cour Suprême pour restreindre cette prérogative en face du Législatif tout en laissant ouverte la question en relation au Judiciaire - qui, par la suite, serait maintenue par décision de la Cour Supérieure de Justice.

La cinquième étude qui illustre cette édition est également un article écrit à quatre mains par le professeur Lucas Machado Fagundes (professeur au *Programa de Pós-Graduação em Direitos Humanos e Sociedade da UNESCO*, professeur invité au Master en Droits de l'Homme de l'*Universidade Autónoma de San Luis de Potosí*, Mexique et professeur collaborateur au *Programa de Pós-Graduação em Ciências Sociais – Estudos Comparados sobre as Américas, da Universidade de Brasília – UnB*) et par l'étudiante et chercheuse Emanuela Gava Caciatori (*UNESCO*). L'étude est intitulée "**La Colonisation du Pouvoir et la Dépendance de l'État Latino-américain: éléments pour réfléchir sur la condition périphérique régionale**" et propose une réflexion sur la situation actuelle du pouvoir politique institutionnel régional, en réfléchissant sur des phénomènes tels que la mondialisation et le néolibéralisme – qui ont accéléré le processus d'apparition des contradictions inhérentes au capital et au système institutionnel actuels - en comprenant qu'il est possible de viser à une compréhension de la construction et de la structure de l'État dans *Nuestra América*, surtout si l'on considère la condition périphérique de l'économie continentale aggravée par un scénario de crise institutionnelle de l'État moderne.

Le sixième article de ce numéro n ° 12 a été écrit par l'étudiant en doctorat en Droit à l'*Universidade Federal do Rio de Janeiro (UFRJ)* et professeur à la *Faculdade de São Lourenço-MG*, Diogo Bacha e Silva, et s'intitule "**La Constitution de 1988 dans le Constitutionnalisme Latino-américain: entre espoir, attente et réalité**". Dans le texte, l'auteur vise à dialoguer avec la perspective du projet constitutionnel initié en 1988 et le nouveau constitutionnalisme latino-américain. La question centrale est de comprendre si, d'un point de vue idéologique, la Constitution de 1988 peut faire partie des Constitutions du "nouveau constitutionnalisme latino-américain".

Dans notre septième contribution, un article coécrit par le professeur José Luís Bolzan de Moraes (professeur au Programme d'Études Supérieures en Droit à la

Faculdade de Direito de Vitória - FDV, et professeur à *l'Universidade de Itaúna-MG* et à *l'Escola Superior Dom Helder Câmara – MG*) et par la étudiante en doctorat Karina Macedo Fernandes (*Universidade de Vale dos Sinos River - UNISINOS - RS*) apporte l'étude intitulée "**Crises de l'État, du Développement et du Territoire: contributions pour l'élargissement du débat**". L'ouvrage s'interroge sur la possibilité de relire le débat sur les crises de l'État à partir des notions de développement et de territoire, dans le but d'offrir des contributions aux discussions juridiques, politiques et sociologiques liées au concept d'État et de développement, et de chercher à apporter au débat le concept de territoire comme possibilité de faire face à la question.

Le huitième article a été écrit par le professeur Airton Ribeiro da Silva Júnior (Doctorat en *Teoria e Storia del Diritto* par *l'Università degli Studi di Firenze*, Italie, et professeur à la *Faculdade Paraíso do Ceará, FAP-CE*) et par Felipe Pante Leme de Campos (étudiant en doctorat en *Teoria e Storia del Diritto* par *l'Università degli Studi di Firenze*, Italie), et aborde le thème "**Deux Siècles de constitutionnalisme en Amérique Latine: analyse diatonique entre le constitutionnalisme du XIX^{ème} siècle et le nouveau constitutionnalisme latino-américain**".

La neuvième contribution de cette édition a été écrite par la professeur Betânia de Moraes Alfonsin (professeur à la *Faculdade de Direito* au *Programa de Pós-Graduação em Direito da Fundação Escola Superior de Ministério Público do Rio Grande do Sul*) et par l'avocate et étudiante en maîtrise en Droit Daniele Ferron D'Avila (*FMP-RS*), et nous apporte des "**Réflexions sur le droit au logement à partir de l'affaire Lanceiros Negros: de la Barbárie à la Concertation**". L'ouvrage examine une expulsion qui s'est déroulée à Porto Alegre sous le prisme du droit à un logement adéquat, tel qu'il est traité dans les pactes internationaux dont le Brésil est signataire et dans la législation nationale qui traite de la question, démontrant que le Brésil rencontre des difficultés pour assurer la réalisation du droit au logement, puisque dans ce cas, démontrant que le Brésil rencontre des difficultés pour assurer la réalisation du droit au logement, puisque dans ce cas, au début, le droit a été violé par le pouvoir judiciaire lui-même, n'ayant été résolu que dans un deuxième moment et de manière concertée entre les parties.

En référence aux derniers articles de ce numéro, nous enregistrons notre dixième contribution, cette fois-ci écrite par le professeur Ricardo Prestes Pazello, professeur à la *Faculdade de Direito* et au *Programa de Pós-Graduação em Direito da Universidade Federal do Paraná (UFPR)*. Avec le titre "**Affinités Relatives: De La**

Torre Rangel et la relation tendue avec une Lecture Marxiste du Droit", l'article traite des œuvres du juriste mexicain Jesús Antonio de la Torre Rangel à partir d'une application actualisée du concept "d'affinités relatives", afin d'obtenir une approximation avec les perspectives marxistes de l'analyse juridique en ce qui concerne les thèmes de la formation du droit dans le contexte du capitalisme dépendant, de la praxis juridique populaire et du problème des analogues pour définir le juridique, ainsi que son principal analogue.

La onzième contribution apporte une question qui reste à l'ordre du jour, écrit par Katya Regina Isaguirre (professeur à l'*UFPR*) et Juliana de Oliveira Sales (Master à l'*UFPR*), l'article réalise **"Une Discussion sur les Droits de la Nature à partir du Nouveau Constitutionnalisme Latino-américain et le Cas du Rio Doce au Brésil"**. En notant que le nouveau constitutionnalisme latino-américain a ouvert des ruptures dans l'anthropocentrisme juridique, créant finalement d'autres façons de comprendre la relation homme-nature, l'article cherche à comprendre comment la notion de Rio Doce en tant que sujet de droit a été construite afin de soulever et de décrire les critiques qui ont surgi au moment de la divulgation du procès intenté par cette masse d'eau dans les médias, en essayant à problématiser les potentiels et les limites de l'encadrement de la nature en tant que sujet de droit.

Notre douzième et avant-dernière contribution est celle de la professeur Maria Beatriz Oliveira da Silva, de la *Faculdade de Direito* e du Programa de Pós-Graduação em Direito da Universidade Federal de Santa Maria (*UFSM*) et des étudiants de licence en droit de l'*UFSM* Juliana Vargas Palar et Thomaz Delgado de David. Le trio de chercheurs présentera les résultats de leur recherche sur **"La Constitutionnalisation de la Protection de l'Environnement Face à l'Exploitation Capitaliste de la Nature : un bilan dans les 30 ans de la Constitution Fédérale de 1988"**. Après avoir remarqué que la constitutionnalisation de la protection de l'environnement exprime une tentative d'atténuer les effets de l'exploitation capitaliste de la nature – une caractéristique de la modernité – les auteurs soulignent que, lorsque la loi vise à préserver l'environnement, elle présente des limites structurelles dans la réalisation de cette portée, en se proposant de répondre à la question suivante: dans quelles conditions la constitutionnalisation de la protection de l'environnement, opérée par la Constitution Fédérale de 1988, a-t-elle dépeint et affecté l'exploitation capitaliste de la nature? À ce propos, a été employée la méthode dialectique, basée sur une matrice théorique marxiste, la méthode de la procédure historique et la technique de la recherche

documentaire pour analyser comment les transformations dans la relation entre l'être humain et la nature, opérées avec l'avènement du capitalisme, sont représentées dans la Constitution fédérale de 1988 et comment la constitutionnalisation de la protection de l'environnement affecte cette relation.

Pour finaliser la section d'articles de ce numéro 12, le professeur Emilio Peluso Neder Meyer, professeur adjoint à l'*Universidade Federal de Minas Gerais (UFMG)* et Felipe Guimarães Assis Tirado, qui a une maîtrise en Droit à l'*UFMG*, présentent son étude intitulée "**Responsabilité pour les Crimes Contre l'Humanité au Brésil: l'impunité dans les 30 ans de la Constitution de 1988**". L'article se propose de reprendre le débat sur les graves violations des droits de l'homme perpétrées par les agents de la dictature, considérées comme des crimes contre l'humanité, afin de démontrer que l'impunité de ces crimes contribue à la pratique actuelle de violations similaires, puisque, presque 30 ans après la promulgation de la Constitution Fédérale de 1988, il existe encore des manifestations claires de l'utilisation du monopole de la violence contre la population civile, en évident violation des droits de l'homme, même dans un gouvernement démocratique, inséré dans le paradigme du Droit International des Droits de l'Homme, les pratiques autoritaires se répètent encore quotidiennement. Pour cela, ils visent à revisiter le concept de crimes contre l'humanité, en s'appuyant sur le rapport final de la *Comissão Nacional da Verdade (CVV)*. Pour cela, ils visent à revisiter le concept de crimes contre l'humanité, en s'appuyant sur le rapport final de la Commission nationale de la vérité (CNV) concernant la dictature brésilienne et sur une lecture sur le rôle des anciennes racines pour les violations contemporaines, dans le cadre des 30 ans de la Constitution de 1988.

Dans la section "**Entretiens**", nous vous présentons l'entretien accordé à RCJ par l'illustre professeur **José Geraldo de Souza Jr.** – Doctorat en Droit par l'*Universidade de Brasilia (UnB)* – professeur à la Faculdade de Direito, au *Programa de Pós-graduação em Direito – PPGD* et ancien recteur de l'*UnB* (2008-2012). Co-responsable par groupe de recherche "*Direito Achado na Rua*" (*Le Droit Trouvé Dans la Rue*), le professeur José Geraldo répond aux questions posées sur le thème de ce numéro 12 ("Processus Constituants et Destituants en Amérique Latine: les balances critiques aux 30 ans de la Constitution fédérale de 1988") en abordant avec clarté et profondeur les questions de nos enquêteurs et en laissant pour mémoire un petit dossier sur la situation actuelle du constitutionnalisme latino-américain. Vraiment à ne pas manquer!

La section "**Commentaire Législatif**" présente l'analyse de l'avocat et étudiante en maîtrise au *Programa de Pós-Graduação em Direito Constitucional da Universidade Federal Fluminense - PPGDC/UFF*, Juliana Patricio da Paixão, sur le Projet de Loi de la Chambre des Députés (PLC) n° 8058/2014 et le Projet de Loi du Sénat Fédéral (PLS) n° 736/2015. En interprétant les mentionnés projets de loi au regard de la théorie de l'"*Estado de Coisas Inconstitucional*" ("état de choses inconstitutionnel"). L'auteur tente de répondre si la technique procédurale présente dans cette théorie - l'extension juridictionnelle - y a été contemplée.

Nous vous présentons également les **Résumés des Mémoires de Maîtrise soumis au PPGDC/UFF** à la fin de l'année 2018, en enregistrant les œuvres de **Fabio Paulo Reis de Santana** ("Economie Collaborative et Administration Publique: des limites et des possibilités"), **Bernardo Margulies Cavalcanti** ("Le Programme *Bolsa Família*: une étude de son nature politique et juridique"), **Juliana dos Santos Rodrigues** ("Adolescents en conflit: une analyse du scénario socio-éducatif Fluminense d'un point de vue réaliste") et **LoyuáRibeiro Fernandes Moreira da Costa** (Haluhalunekisuà Recherche d'alternatives décoloniales au Brésil). Aux nouveaux diplômés en master, nous vous souhaitons de la réussite dans leurs carrières académiques !

Enfin, nous vous présentons les **Revue Bibliographiques** réalisées par les étudiants de la Licence en Droit de *l'Universidade Federal Fluminense (UFF)*. Les étudiants Caio de Mesquita Dyer et Eduardo Rodrigues Soter ont analysé le livre "Como as Democracias Morrem" (La Mort des Démocraties) de Daniel Ziblatt et Steven Levitsky; les universitaires Carlos Eduardo Mathias Natal et Pedro Henrique Dutra Almeida Alves présentent leurs travaux sur "O Estado Pós-democrático: neo-obscurantismo e gestão dos indesejáveis" (L'État Post-Démocratique: neo-obscurantisme et gestion des indésirables), de Rubens Casara; José Victor Garcia et Guilherme Duarte ont travaillé sur le texte "*A Elite do Atraso: da escravidão à Lava-Jato*" (L'Élite du Retard: de l'esclavage à l'opération Lava-Jato) de Jessé Souza; les étudiantes Beatriz Marino et Giovana Corrêa Kiuchi ont travaillé sur le texte "*Ruptura: a crise da democracia liberal*" (Rupture: la crise de la démocratie libérale) de Manuel Castells; Nicolas Barbosa et Maria Luiza Cordeiro Franco ont fait la revue "*O ano em que sonhamos perigosamente*" (L'année où l'on rêve dangereusement), de Slavoj Žižek; Bruno Henrique Nunes et Giovana Cleire Gomes se sont concentrés sur le livre "Neoliberalismo: Desmonte do Estado Social" (Néolibéralisme: démantèlement de

l'État Social) de Plauto Faraco de Azevedo; et Gabriel Moreira Nascimento et Matheus Rangel Ferreira ont analysé le livre “Desertificação neoliberal no Brasil” (La désertification néolibérale au Brésil) de Ricardo Antunes. Aux jeunes chercheurs, nous adressons nos remerciements et nous les encourageons à poursuivre leurs recherches avec ce talent déjà présenté.

En concluant cet Editorial, nous enregistrons ce moment de montée des tensions institutionnelles que traverse la République brésilienne, tension qui est le vecteur résultant de plusieurs événements politiques, juridiques et économiques. Le nombre d'acteurs et de causes est considérable, ainsi que le nombre d'analyses. Les conclusions sont variées et apparaissent invariablement peintes en différentes couleurs, selon la source et l'environnement dans lequel elles sont présentées.

Nous soutiendrons toujours que le rôle le plus noble de l'académie est précisément celui de discuter des diagnostics et des orientations possibles avec la liberté d'opinion, d'expression et – principalement – des conclusions. Ce que l'on attend du chercheur – ou de quiconque veut ce titre – c'est la rigueur méthodologique et scientifique; cette rationalité appliquée différencie un article d'opinion d'un article scientifique.

Et ici, à ce point-là, nous avons l'intention de nous établir: la *Revista Culturas Jurídicas* a l'ambition d'être un refuge pour les divers courants qui composent le pluralisme juridique brésilien, latino-américain et mondial, toujours attentif à la rigueur scientifique dans l'analyse des textes reçus, afin que les articles qui ornent ces pages soient reconnus comme des contributions à la production de connaissances.

Nos lecteurs et collaborateurs peuvent être assurés que les articles présentés ici ont été, sont et seront toujours le résultat du travail acharné des auteurs qui nous honorent avec leurs textes et d'un rigoureux travail éditorial.

Plus que jamais, nous saluons les auteurs qui ont choisi ces pages pour publier leurs travaux et nous invitons les lecteurs et les anciens collaborateurs à soumettre leurs articles pour publication sur nos pages.

Niterói, 2 février 2019.

Prof. Dr. Enzo Bello

Rédacteur en chef de la RCJ

Mestre Pablo Ronaldo Gadea de Souza (étudiant en doctorat à l' U. Nova de Lisboa)

Rédacteur Assistant de la RCJ

Mestra Karina Freire

Rédactrice Assistante de la RCJ

Mestranda Maria Clara Conde Moraes Cosati

Rédactrice Assistante de la RCJ

Mestre Renato Barcellos

Rédacteur Assistant de la RCJ

Mestrando Rodolfo Bastos Combat

Rédacteur Assistant de la RCJ

Mestranda Thaiana Conrado Nogueira

Rédactrice Assistante de la RCJ